

L'ACCÉLÉRATION DE L'INSTRUCTION DES APPELS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Étant donné que je faisais partie du comité permanent de la main-d'œuvre et de l'immigration lorsque le ministre a fait savoir qu'il envisageait une procédure susceptible d'accélérer l'instruction des appels, pourrait-il nous donner des précisions sur cette nouvelle procédure et nous informer de la date à laquelle il compte l'appliquer?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je pense avoir expliqué en détail comment j'envisageais d'accélérer la procédure lors de l'une des rares réunions auxquelles le député n'a pas assisté. J'ai signalé notamment que, dans la région de Toronto, 100 fonctionnaires viendraient grossir l'effectif qui s'occupe des problèmes relatifs à la procédure d'appel, notamment celle déferée au bureau des enquêtes spéciales . . .

M. l'Orateur: Le ministre fournit présentement des renseignements qui, selon moi, sont si détaillés qu'ils devraient n'être fournis qu'à l'appel des motions. Peut-être pourrions-nous poursuivre lundi prochain; pour le moment, le temps nous manque.

M. Alexander: Puis-je dire qu'au comité on nous a instruit des mesures que le ministre préconise. Cependant, accepterait-il de faire une déclaration lundi afin de préciser à la Chambre ce qu'il entend faire. Quant à moi, je suis présentement impliqué . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je prie instamment les députés qui posent des questions et les ministres qui répondent de s'appliquer à la concision; il ne reste plus que trois minutes à la période des questions.

DEMANDE DE RÉVISION DE L'ORDRE D'EXPULSION DE TUAN VU

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Puis-je poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à propos de M. Tuan Vu à qui on a remis un arrêté d'expulsion et dont l'appel a été rejeté par la Commission d'appel de l'immigration. Il sera certainement exécuté s'il est renvoyé au Sud Vietnam. Le ministre demandera-t-il à la Commission d'appel de l'immigration de reprendre l'étude du dossier et d'annuler l'arrêté d'expulsion de cette personne?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Cette cause est actuellement entendue par la cour fédérale. Je ne veux pas discuter de la question de savoir si la vie de cet homme serait en péril, car l'affaire est en cours d'instance. Je devrai attendre que la cour fédérale ait prononcé son jugement.

LE SUICIDE D'ALICIA WIERCIOCH—LA DIVULGATION DU DOSSIER DE L'APPEL

M. Stanley Haidasz (Parkdale): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration si, étant donné les circonstances du suicide d'Alicia Wiercioch, il rendra public le dossier de l'appel entendu le 15 mars par la Commission d'appel de l'immigration qui avait ordonné son expulsion.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Comme le député devrait le savoir, ou

[L'hon. M. Mackasey.]

le sait, la Commission d'appel de l'immigration est indépendante du ministre, du ministère ainsi que du Parlement. Je ne peux que présenter une telle demande à la Commission qui devra juger s'il est dans l'intérêt public de divulguer ces renseignements.

* * *

LES GRAINS

COLZA—LA MENACE D'INFESTATION DE LA LÉGIONNAIRE BERTHA—LES MESURES ENVISAGÉES

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question devrait normalement s'adresser au ministre de l'Agriculture. Je lui en ai parlé hier mais, en raison du désordre à la Chambre, on n'a pas pu s'en occuper. Il s'agit d'une affaire fort inquiétante, savoir la menace d'infestation possible des champs de colza du nord-est de la Saskatchewan, surtout des districts de Melfort, Nipawin, Tisdale et autres. Même si les papillons ne commenceront à voler qu'au milieu de la semaine prochaine, l'infestation semble plus grave aujourd'hui que l'an dernier. Le premier ministre suppléant ferait-il tout son possible pour obtenir que le ministère de l'Agriculture fasse enquête là-dessus pendant le weekend, car, si la situation est plus grave que l'an dernier, il sera peut-être impossible de remplir les contrats pour ce produit? En outre, il va sans dire, le revenu des agriculteurs se trouvera grandement réduit.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je peux assurer le très honorable représentant de notre souci. La réponse à la question est oui.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Nous dirait-il si le nombre des sociétés américaines qui ont présenté des demandes en vertu du programme DISC s'est stabilisé ou s'il continue de s'accroître? Le ministre est-il maintenant en mesure de nous préciser le nombre de ces demandes et, à l'occasion, de révéler les noms des requérants?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): J'ai des chiffres très élevés quelque part. J'en ferai part au député après la période des questions. A la fin d'avril, il s'élevait à environ 2,000.

• (1150)

M. l'Orateur: A l'ordre. Il y a un instant, et relativement à une autre question, la présidence a exprimé l'avis qu'il s'agissait d'une tentative d'obtention de renseignements et que normalement ce genre de question devrait être inscrite au *Feuilleton* ou soulevée au moment de l'ajournement.

M. Nystrom: Une question supplémentaire. Le ministre peut-il nous dire si le nombre de demandes s'est stabilisé ou va en augmentant? C'est important pour nos concitoyens.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'essaie de me souvenir mais je crois qu'elles s'élevaient à environ 1,700 à la